

1568^e séance

Lundi 26 novembre 1973, à 10 h 35.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1568

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme des Nations Unies pour l'environnement (suite) [A/9003, chap. XIII; A/C.2/L.1305/Rev.1, A/C.2/L.1312, A/C.2/L.1316 à 1318, A/C.2/L.1320] :

- a) Rapport du Conseil d'administration (A/9025, A/C.2/L.1315);
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général (A/9163, A/9238, A/C.2/L.1314, A/C.2/L.1319)

1. M. TAIHITU (Indonésie) dit que, lors de sa première session, le Conseil d'administration a pris des décisions d'une grande portée et d'une importance fondamentale pour les travaux futurs du PNUE (voir A/9025, annexe I). Ces décisions, qui représentent un compromis délicat entre les intérêts des pays de tous les groupes régionaux, n'ont été adoptées qu'après de longues et difficiles négociations auxquelles a présidé un esprit de conciliation. La délégation indonésienne convient avec le représentant de la Suède qu'une résolution de caractère général devrait viser essentiellement à appuyer fermement les conclusions du Conseil d'administration et elle souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1315.

2. Le PNUE a été créé pour coordonner toutes les activités du système des Nations Unies relatives à l'environnement. A cet égard, la délégation indonésienne se félicite des travaux constructifs du Comité de coordination pour l'environnement, qui a été créé aux termes de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale. Elle se félicite également des consultations que le Directeur exécutif a eues avec des gouvernements et des organismes des Nations Unies, ainsi que des réunions organisées avec des organismes intergouvernementaux régionaux s'occupant de questions d'environnement. Le bilan global de ces consultations et de ces contacts pourra être complété par les renseignements que les gouvernements sont invités à fournir sur leurs activités en matière d'environnement intéressant le programme.

3. La Commission interinstitutions créée en Indonésie pour formuler à l'intention du gouvernement des recommandations concernant les questions d'environnement a préconisé d'accorder la priorité aux problèmes des établissements humains, de la sylviculture, y compris les eaux et les sols, et de la pollution marine. Elle a également reconnu que les priorités nationales devaient être fixées dans le cadre d'efforts globaux visant à apporter des solutions aux problèmes de l'environnement. Vu les rapports étroits qui existent entre les problèmes de l'environnement et le développement national, l'Indonésie continuera à donner à ces problèmes la place qui leur revient dans ses plans nationaux de développement.

4. La délégation indonésienne espère que le projet de résolution A/C.2/L.1312, dont elle est l'un des auteurs,

sera adopté à l'unanimité, car la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui doit se tenir à Vancouver en 1976 pourra permettre de procéder à des échanges d'information quant aux solutions à apporter aux problèmes des établissements humains. Elle remercie le Gouvernement canadien de son offre d'accueillir la Conférence-Exposition et son annonce de contribution. Elle espère que la composition du Comité préparatoire pour la Conférence-Exposition reflétera la composition du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, et que le poste de secrétaire général de la Conférence sera confié à un ressortissant d'un pays en voie de développement.

5. La délégation indonésienne est heureuse de noter que le secrétariat du PNUE a déjà commencé à travailler dans plusieurs domaines importants, particulièrement celui de l'assistance technique et de la formation, et que les travaux concernant le système international de référence et de contrôle continu du Plan Vigie progressent. Elle est convaincue que la décision d'installer le secrétariat du PNUE dans la capitale d'un pays en voie de développement ne pourra que favoriser l'évolution ultérieure du programme.

6. Enfin, la délégation indonésienne souhaite figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1316, relatif au Fonds du Programme des Nations Unies sur l'environnement.

7. M. MVOGO (Cameroun) dit que l'accueil chaleureux réservé au secrétariat du PNUE par le peuple et le Gouvernement kényens autorise la Commission à se féliciter d'avoir décidé de fixer à Nairobi le siège du dernier-né de la famille des Nations Unies. La délégation camerounaise tient à renouveler son appui au Plan d'action pour l'environnement et aux priorités fixées lors de la première session du Conseil d'administration du PNUE, dans sa décision 1 (I) [voir A/9025, annexe I].

8. Pour les pays en voie de développement, les problèmes d'environnement sont essentiellement des problèmes de développement. L'un des problèmes les plus préoccupants auxquels il faut trouver des solutions urgentes avec l'aide de la communauté internationale est le surpeuplement des centres urbains. Pour s'efforcer de freiner l'abandon massif des campagnes, le Gouvernement camerounais vient d'instituer un service civique national de participation au développement qui a pour objet de permettre aux jeunes de participer à l'œuvre de construction nationale en accomplissant des travaux manuels dans des secteurs d'intérêt général, notamment le secteur agricole, dans leur milieu naturel. Mais les jeunes ne pourront s'enthousiasmer pour des projets ruraux que si l'environnement humain des zones rurales est suffisamment attrayant, et le Gouvernement camerounais espère que la prochaine Conférence-Exposition sur les établissements humains pourra fournir des suggestions

utiles à cet égard. La délégation camerounaise est donc heureuse d'être l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1312 et elle espère que la Commission adoptera ce projet sans vote.

9. M. MADDY (Guinée) note que la générosité et la coopération du peuple et du Gouvernement kényens pour faciliter l'installation du siège du PNUE à Nairobi et le démarrage de ses travaux prouvent l'importance que les pays en voie de développement en général, et l'Afrique en particulier, attachent à ce problème qu'est l'environnement. La délégation guinéenne coopérera dans toute la mesure possible à la préparation du programme. La protection de l'environnement est l'affaire de tous les Etats. C'est pourquoi, bien avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm, le Gouvernement de la République de Guinée a promulgué une loi interdisant les feux de brousse et le déboisement extensif sur toute l'étendue du territoire national. La violation de ces mesures entraîne des peines allant de six mois à un an de prison. Dans les établissements scolaires, une "fête de l'arbre" est organisée chaque année, au mois de juin, au cours de laquelle chaque élève est tenu de planter au moins un arbre. Ces mesures, bien que modestes, ont permis au Gouvernement guinéen d'obtenir des résultats satisfaisants et d'éviter des catastrophes.

10. Le problème de l'environnement est intimement lié au développement économique, à la justice sociale, aux droits de l'homme et à la paix. Pour les pays en voie de développement, le problème de l'environnement ne peut être dissocié du développement économique et social et, pour la délégation guinéenne, le PNUE signifie la transformation des sols, l'amélioration des habitations, la construction d'hôpitaux, d'écoles, de routes et d'usines de transformation de matières premières, le déminage des anciens champs de bataille, la restauration des plaines de culture rendues inutilisables par les interventions militaires de l'impérialisme, les grandes pluies ou l'exploitation des ressources minérales, la construction de barrages pour l'irrigation, l'éradication complète de certaines maladies, l'égalité dans les échanges commerciaux, la restauration de la paix où elle est menacée et l'élimination de l'injustice sous toutes ses manifestations.

11. La Conférence-Exposition sur les établissements humains sera particulièrement intéressante à un moment où les agglomérations urbaines deviennent de plus en plus étroites en raison de l'exode rural. De nouvelles méthodes de construction, d'administration urbaine et de transports urbains et l'échange de données d'expérience devront permettre de résoudre ce problème, et la délégation guinéenne est convaincue que, en étroite collaboration avec les organes et institutions spécialisées du système des Nations Unies, le PNUE finira par trouver des remèdes aux maux de tous les pays développés et en voie de développement à cet égard.

12. La délégation guinéenne est optimiste quant aux résultats auxquels aboutira le Conseil d'administration à l'issue des travaux de sa deuxième session.

13. M. FREYBERG (Pologne) fait observer que, en raison de la rapidité de l'industrialisation et de l'urbanisation, les problèmes de l'environnement prennent une importance croissante. C'est d'abord à l'échelon national qu'il faut prendre des mesures pour protéger l'environnement. La Pologne accordait déjà

une place importante à cette question dans ses premiers plans nationaux et l'un des principaux objectifs du plan en cours est de préserver et, si possible, d'améliorer l'environnement. La coopération régionale dans ce domaine revêt également une grande importance. Les réalisations des pays socialistes, qui en donnent un exemple excellent, sont décrites dans la documentation pertinente du CAEM. Un autre exemple de coopération régionale fructueuse est la signature récente par les Etats de la mer Baltique de la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques dans la mer Baltique et les Belts, en vertu de laquelle les parties s'engagent à coopérer en vue de préserver et d'accroître les ressources biologiques et d'en obtenir le meilleur rendement possible, et de coordonner les études à cette fin. La Convention prévoit également l'établissement à Varsovie d'une commission internationale des pêches pour la mer Baltique qui veillera à ce que des moyens modernes et efficaces de conservation rationnelle des ressources biologiques marines soient appliqués dans la mer Baltique. Au sein de la Commission économique pour l'Europe, la coopération dans le domaine de l'environnement est également importante et doit être élargie. La Pologne a appuyé l'inscription du problème de l'environnement à l'ordre du jour de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

14. Néanmoins, la Pologne ne sous-estime pas la signification de la coopération mondiale par l'intermédiaire du PNUE dans le domaine de l'environnement. Il existe de nombreux domaines où la coopération serait dans l'intérêt mutuel de tous les participants; le Gouvernement polonais accueille donc avec satisfaction les résultats de la première session du Conseil d'administration et a décidé de verser une contribution de 5 millions de zlotys au Fonds du PNUE. Le principal objectif de la coopération globale doit être de faciliter l'échange de données d'expérience sur les problèmes de l'environnement, sur une base bénévole et non commerciale et dans l'intérêt mutuel.

15. Le Gouvernement polonais considère que la future Conférence-Exposition sur les établissements humains est particulièrement appropriée étant donné qu'il a décidé de doubler le nombre de logements en Pologne dans les 20 années à venir. En conséquence, la délégation polonaise se félicite du projet de résolution A/C.2/L.1312, tout en partageant les doutes exprimés par les représentants de la République démocratique allemande et de l'Union soviétique en ce qui concerne les modalités de l'organisation de la Conférence et les dépenses qui en résulteront.

16. M. PINO SANTOS (Cuba) dit que l'établissement du siège du PNUE dans un pays en voie de développement revêt une signification particulière. La délégation cubaine note avec satisfaction les résultats de la première session du Conseil d'administration, qui est parvenu à identifier les objectifs et à déterminer les priorités, et elle se félicite tout particulièrement de ce que le PNUE se propose de commencer dès que possible les travaux d'assistance technique, de formation et d'appui à certains projets. Elle pense comme le Directeur exécutif que les problèmes de l'environnement résultent de déséquilibres fondamentaux dans l'activités économique et sociale; ils sont donc étroitement liés aux problèmes internationaux concernant le développement, la politique économique et

commerciale, l'injustice sociale; les droits de l'homme et la paix.

17. La délégation cubaine voudrait souligner certaines des vues que les pays en voie de développement ont fait valoir à juste titre au sujet de l'environnement. Des problèmes importants ont vu le jour et continuent de voir le jour dans les pays fortement industrialisés, en particulier ceux qui sont dotés d'économies capitalistes où la concurrence a abouti à des niveaux élevés de production par l'exploitation des travailleurs, le gaspillage des ressources et la détérioration du milieu. Les pays impérialistes ont exporté ce schéma d'activités peu judicieuses dans les pays en voie de développement, pillant leurs ressources naturelles, retardant leur économie et modifiant la structure de leurs établissements humains en fonction de systèmes déséquilibrés qui engendrent maintenant la pauvreté et importent la pollution. En outre, les problèmes de l'environnement ne sont pas les mêmes dans les pays en voie de développement et dans les pays développés, et ils doivent être traités différemment. Les principes directeurs de l'activité internationale dans ce domaine doivent donc être énoncés clairement; la protection de l'environnement ne doit pas servir de prétexte pour nuire encore davantage aux pays en voie de développement par le biais de mesures économiques et commerciales négatives; en fait, elle doit prévoir un dispositif destiné à aider ces pays dans leurs efforts de développement.

18. La délégation cubaine est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, dont l'esprit et la lettre reflètent les accords récemment adoptés lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973. Ce projet est également destiné à assurer que, en ce qui concerne les ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats, l'exercice de droits souverains par l'un de ces Etats n'empêchera pas l'exercice de droits analogues par l'autre ou les autres Etats ni ne leur portera atteinte. Le droit d'un pays d'exploiter ses propres ressources naturelles n'est pas en cause; il s'agit simplement de garantir que, dans le cas de ressources naturelles communes, la souveraineté est exercée par l'intermédiaire d'un mécanisme de coopération. La délégation cubaine est convaincue du bien-fondé du projet de résolution et du caractère inévitable qu'il revêt sur le plan historique, et elle espère qu'il sera adopté, en dépit de difficultés initiales prévisibles.

19. M. SCHWARTZ (Espagne) dit que, si le PNUE vise à promouvoir le rôle important du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement, il doit élaborer, à temps pour la deuxième session du Conseil d'administration, un programme complet pour ses activités futures. A la récente réunion officielle des membres du Conseil, la délégation espagnole s'est inquiétée de constater des insuffisances considérables dans le projet de programme et dans le rapport sur les travaux accomplis jusqu'à présent. Elle espère que le document qui sera présenté à la deuxième session ne se limitera pas à une énumération des activités du PNUE mais comprendra un programme réel, évaluant l'état actuel des travaux réalisés pour protéger l'environnement et indiquant les domaines dans lesquels il est possible de prendre immédiatement des mesures. Il devrait également préciser les domaines où l'on ne connaît pas l'importance des problèmes qui se

posent et où l'on n'a pas encore pris de décision quant aux mesures à adopter pour les résoudre. Ce n'est qu'en procédant à une telle évaluation que l'on pourra élaborer un ordre de priorité et un plan des dépenses. En outre, il faudrait établir une liste de projets précis pour faire face aux problèmes essentiels, globaux ou régionaux.

20. Malgré ces critiques, la délégation espagnole estime que, vu les difficultés auxquelles toute organisation nouvelle se heurte, les efforts que le PNUE a accomplis jusqu'à présent sont extrêmement satisfaisants. Si l'on considère que l'environnement a été saccagé pendant des siècles et qu'il y a 10 ans seulement qu'on a compris les dangers de cette méthode, il est encourageant de constater que l'ONU se trouve au premier rang de ceux qui luttent pour la protection de l'environnement.

21. Les problèmes de l'environnement peuvent être classés en trois catégories. La première comprend les problèmes qui se posent dans les pays développés, par exemple la pollution industrielle, la destruction de la nature et l'urbanisation abusive. Les gouvernements et les populations doivent être convaincus de la nécessité d'une action urgente pour attaquer ces problèmes à la racine, et le PNUE doit suggérer des solutions précises que les gouvernements des pays développés devront appliquer eux-mêmes, étant donné que très souvent la concurrence économique est trop grande pour qu'ils puissent convaincre les hommes d'affaires que c'est à eux de faire les sacrifices nécessaires.

22. La situation en mer Méditerranée influe déjà sur les ressources de la pêche et sur les côtes, ainsi que sur l'économie des pays riverains; le Gouvernement espagnol lance donc un appel à ces pays pour qu'ils élaborent une politique commune de protection de leur environnement. Pour sa part, il accueillerait avec satisfaction l'établissement en Espagne d'un centre de l'environnement pour la Méditerranée, avec la coopération et l'assistance technique du PNUE.

23. La controverse qui oppose la croissance économique et l'environnement est essentiellement stérile; comme on l'a fait observer à la Conférence de Stockholm, la croissance économique est peut-être le problème écologique le plus important qui confronte l'humanité. Prêcher la qualité de la vie aux pays en voie de développement, en particulier aux plus pauvres d'entre eux, n'est guère possible lorsque la vie elle-même est en danger. Toutefois, l'utilité essentielle du PNUE pour les pays en voie de développement, notamment les moins développés d'entre eux, est qu'il peut les aider à ne pas répéter les erreurs qui, dans le monde développé, ont abouti à des problèmes tels que la pollution, les déséquilibres sociaux et économiques et l'implantation d'établissements humains peu satisfaisants. Le PNUE devrait favoriser une prise de conscience "préalable" dans les pays en voie de développement; le Gouvernement espagnol préconise donc l'établissement d'un service consultatif international qui, loin d'agir indépendamment du Programme, coopérerait avec lui et en dépendrait étroitement et dont les projets dans le domaine du développement tiendraient dûment compte des priorités écologiques.

24. La deuxième catégorie de problèmes dans ce domaine comprend ceux qui se posent dans les pays en voie de développement, notamment l'explosion démographique par rapport aux ressources, les catas-

trophiés naturelles, le manque d'eau et l'empiétement du désert. Les problèmes qui se posent sont tellement vastes qu'ils méritent de faire l'objet d'une étude à long terme et de mesures immédiates; ces deux points devraient recevoir la priorité dans le programme que le Conseil d'administration présentera à sa prochaine session.

25. Le troisième groupe de problèmes concerne tous les pays et comprend la destruction de la vie marine tant par une exploitation peu judicieuse que par la pollution, la course aux armements et la question des établissements humains. L'Espagne, qui se préoccupe sérieusement de ces problèmes, figure au nombre des auteurs du projet de résolution relatif à la Conférence-Exposition qui doit se tenir à Vancouver (A/C.2/L.1312).

26. Il importe d'adopter une optique scientifique générale face aux problèmes de l'environnement, et le Gouvernement espagnol accueillerait avec satisfaction l'établissement en Espagne d'un institut universitaire pour l'environnement, qui dépendrait si possible de l'Université des Nations Unies. Le Gouvernement espagnol est disposé à discuter des modalités de la création d'un tel institut avec le Conseil d'administration du PNUE. Il souhaite également verser une contribution importante au Fonds du PNUE; il n'est pas en mesure d'en annoncer le montant tant que les *cortés* n'ont pas donné leur assentiment, mais il espère pouvoir le faire prochainement.

27. M. FASLA (Algérie) note avec satisfaction que le secrétariat du PNUE a trouvé auprès du Gouvernement kényen toute l'assistance nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche. Le choix de Nairobi comme siège constitue un honneur tant pour le Kenya que pour l'Afrique tout entière.

28. Engagée dans la bataille du développement économique et social, l'Algérie accorde le plus grand intérêt aux problèmes de l'environnement qui, dans les pays en voie de développement, sont directement liés au sous-développement. Dans ces pays, ce n'est pas seulement la qualité de la vie qui est menacée, mais c'est la vie même de centaines de millions d'être humains qui est en jeu. Aussi la première solution réside-t-elle avant tout dans le département et dans la volonté politique des pays nantis de coopérer positivement à ce processus, ce qui n'est malheureusement pas le cas à l'heure actuelle. La délégation algérienne réfute tous les arguments avancés par certains pays ou certaines organisations qui, sous prétexte de protéger l'environnement, exhortent les pays en voie de développement à ne pas s'engager sur la voie de l'industrialisation, voulant ainsi les confiner dans un état de dépendance économique vis-à-vis des pays développés. Bien entendu, les pays en voie de développement doivent veiller à ce que l'industrialisation ne nuise pas à l'environnement comme elle l'a fait dans les pays développés. La coopération entre les pays développés et les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement doit s'ajouter à celle qui existe déjà pour le développement. En dernier lieu, M. Falsa tient à souligner la nécessité et l'obligation de déminer les régions qui ont été minées, au cours de guerres et d'actes d'agression, par les Etats qui ont imposé leur présence à d'autres par la force.

29. La délégation algérienne souscrit en général aux objectifs fixés pour le Plan d'action pour l'environnement sur la base de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement¹. Le problème de l'extension des déserts est particulièrement important. Des études détaillées devraient être effectuées pour identifier les différents phénomènes liés à ce fléau et des réunions d'experts devraient être organisées. Il serait utile d'examiner la possibilité de tenir une conférence mondiale sur les problèmes de la désertification.

30. Aucune décision définitive ne devrait être prise concernant les problèmes écologiques liés à l'exploitation des ressources marines avant la tenue de la Conférence sur le droit de la mer, étant donné que cette conférence posera les principes fondamentaux sur la base desquels les différents organismes internationaux pourront ensuite établir une réglementation dans le cadre de leurs secteurs spécifiques. Néanmoins, le Gouvernement algérien encouragera toute initiative visant à développer la coopération régionale dans le domaine de l'utilisation des ressources marines.

31. En ce qui concerne le problème de l'énergie et la crise de l'énergie, leur étude ne doit être entreprise que du point de vue de leurs incidences sur l'environnement. En aucun cas la délégation algérienne n'admettra que la crise de l'énergie soit étudiée dans ses aspects économiques et politiques. On mène depuis quelques mois une campagne internationale savamment orchestrée tendant à résoudre le problème de la distribution de l'énergie sur une base d'équité propre à assurer le droit à l'approvisionnement de tous les pays. Ainsi qu'il est déclaré dans maintes résolutions des Nations Unies, chaque Etat a le droit d'utiliser ses ressources pour le bien-être de son peuple et la défense de ses intérêts. Il va de soi que la souveraineté n'exclut pas la coopération entre les Etats, à condition que celle-ci soit globale et profite tant aux pays pauvres qu'aux pays riches.

32. Passant au projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1, M. Falsa fait observer que ses paragraphes 1 et 2 reproduisent deux paragraphes de la Déclaration économique² adoptée à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés. Ces deux paragraphes réaffirment les principes directeurs qui doivent régir la coopération internationale ainsi que les rapports bilatéraux et multilatéraux, lorsqu'il s'agit d'exploiter des ressources naturelles communes à deux ou plusieurs Etats. Ces principes supposent la mise au point d'un système d'information et de consultations préalables. La souveraineté d'un Etat sur ses ressources naturelles ne saurait être contestée, mais, dans le cas de ressources naturelles partagées, il ne peut y avoir qu'une seule souveraineté et la coopération doit être de nature à favoriser des rapports harmonieux entre les Etats. C'est pour éviter toute confusion que le problème des ressources partagées et la question de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles sont traités dans des chapitres différents dans la Déclaration économique adoptée à Alger.

33. Le représentant du Brésil s'est référé aux textes fondamentaux adoptés par la Conférence d'Alger concernant les problèmes économiques. Ces textes n'ont

¹ Voir A/CONF.48/14/Rev.1, chap. 1er.

² Voir A/9330, p. 77.

pas seulement une valeur de déclaration; ils énoncent également les principes de base qui doivent guider l'action de tous les pays non alignés dans leurs rapports avec les autres pays.

34. M. INGVARSSON (Islande), présentant au nom également du Canada et du Ghana le projet de résolution A/C.2/L.1317, intitulé "Protection du milieu marin", rappelle que de nombreuses délégations à la Conférence de Stockholm ont souligné le fait que le PNUE devrait se préoccuper de l'état des océans du monde. Comme les océans couvrent 70 p. 100 de la superficie du globe, qu'ils fournissent la majeure partie de l'oxygène nécessaire à la vie humaine et qu'ils constituent un important réservoir d'aliments riches en protéines, il est vital de protéger et d'améliorer la qualité du milieu marin par tous les moyens possibles. Il ressort du paragraphe 30 du rapport du Conseil d'administration sur sa première session (A/9025) et des priorités du Plan d'action énoncées dans la décision 1 (I) que le PNUE est conscient de ses responsabilités dans ce domaine. Bien que le problème ait été examiné à la Conférence de Stockholm et que deux conventions internationales relatives à l'immersion des déchets aient été conclues pendant les deux dernières années, nombreux sont les États qui maintiennent encore que le problème global de la pollution n'a été résolu qu'en partie, étant donné que la question des polluants de source terrestre n'a pas encore été examinée. Une des tâches de la Conférence sur le droit de la mer sera d'examiner les moyens de prévenir la pollution des océans par une législation internationale, et il ne fait pas de doute que le PNUE fournira à la Conférence des services d'experts de l'environnement à cet égard.

35. Le caractère déplorable de la situation en ce qui concerne les stocks de baleines dans le monde, la récente disparition du plus important banc de harengs dans l'Atlantique nord-est et une tendance analogue dans le mer du Nord, la situation de l'industrie de la pêche sur la côte nord-est des États-Unis et la disparition des bancs d'anchois au large de la côte du Pérou ne constituent qu'un petit nombre d'exemples qui démontrent la nécessité d'évaluer les ressources du milieu marin. C'est pourquoi le projet de résolution A/C.2/L.1317 met l'accent sur la nécessité de protéger et de préserver la totalité des ressources biologiques des espaces marins par une action mésologique concertée. Il est nécessaire d'agir à la fois au niveau national et au niveau international pour préserver la qualité de la vie marine. Il faut espérer que la Conférence sur le droit de la mer élaborera des directives en vue de mesures à prendre à l'échelon national. L'action internationale devrait démarrer sous l'impulsion d'organismes internationaux tels que le PNUE et la FAO. La proposition, énoncée dans le projet de résolution, tendant à ce que le PNUE effectue une étude détaillée des ressources marines des océans du monde menacées d'épuisement est un progrès par rapport à la suggestion énoncée dans les priorités du Plan d'action concernant la préparation d'un répertoire des espèces menacées. Les auteurs du projet de résolution estiment qu'une étude détaillée est à la fois nécessaire et urgente, et ils ont donc recommandé de la préparer pour la troisième session du Conseil d'administration. Ils n'ont pas l'intention de minimiser l'urgence ni l'importance des autres activités prévues dans les priorités du Plan d'action mais simplement d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur les

problèmes menaçant la qualité de la vie dans le milieu marin et de fournir la base d'une action mésologique concertée plus poussée pendant les années à venir.

36. M. CAICEDO AYERBE (Colombie) fait observer qu'il est admis, depuis la Conférence de Stockholm, que la détérioration de l'environnement pose à l'humanité une menace peut être plus grave que celle que font peser sur elle les stocks d'armes nucléaires. Convaincue que les problèmes affectant l'humanité et l'environnement appellent une approche unifiée et cohérente, la Colombie a établi un conseil national de la population et de l'environnement, premier organe consultatif permanent et officiel de ce genre en Amérique latine. Le Gouvernement colombien a depuis longtemps reconnu l'importance que présentent les établissements humains, et des efforts ont été déployés pour créer des villes de dimensions moyennes et pour décentraliser l'industrie. Bien que sa population se soit considérablement accrue, la Colombie a réalisé de grands progrès dans le domaine de l'habitation et elle a adopté des systèmes de financement et des techniques de construction d'habitations perfectionnés. La gestion des ressources naturelles est confiée à un institut qui, par des programmes de recherche et d'information et en association avec des entreprises privées, est chargé de mettre au point des programmes de reboisement et de remise en valeur des terres. La Colombie reconnaît que les problèmes de l'environnement ont un caractère universel.

37. L'ONU a déjà déclaré que la zone du fond des mers située au-delà de la juridiction nationale était l'héritage commun de l'humanité. Un effort concerté, ayant des incidences économiques équitables, doit être déployé dans toutes les régions du monde pour faire en sorte que l'humanité jouisse d'un air non pollué, d'une eau pure, de logements suffisants et de sols et d'une végétation régénérés. Pour être efficaces, les stratégies doivent être poursuivies à l'échelon mondial.

38. L'accent qu'a mis le Conseil d'administration du PNUE dans le Plan d'action adopté sur le caractère universel et l'extrême urgence de la tâche à accomplir souligne l'ampleur de cette tâche et la nécessité d'accorder aux niveaux international et national une plus grande attention aux questions relatives à l'environnement. Au cours des 25 années à venir, un plus grand nombre d'établissements humains que jamais auparavant devront être construits, et le succès de cette entreprise déterminera la qualité de la vie dans l'avenir. Aux problèmes dus à la pauvreté et à la mauvaise utilisation des ressources naturelles, d'une part, et à l'abus et à la complexité de l'électronique et de l'énergie, de l'autre, il faut ajouter une prise de conscience insuffisante des problèmes d'environnement de la part des pouvoirs publics aux niveaux les plus élevés et une insuffisance des moyens et des compétences économiques et techniques capables de faire face à cette situation urgente. Vu l'inégalité entre pays riches et pays pauvres, le conflit entre les objectifs écologiques et économiques, l'absence d'instruments internationaux pour la prise des décisions et, en particulier, les nombreux problèmes imputables aux facteurs géographiques et à l'exploitation jusqu'à la ruine de certaines ressources, la société moderne n'a peut-être jamais été aussi mal préparée à faire face au problème. La situation est d'autant plus grave que le concept de souveraineté n'a pas encore été harmonisé avec les exigences d'un environnement mondial partagé et

que des formes de solidarité, difficiles à définir d'un point de vue juridique, sont recherchées. L'approche la plus raisonnable serait peut-être de fixer des objectifs pour chaque domaine relatif à l'environnement, en énumérant les forces vitales dont se compose l'environnement — la biosphère, l'eau potable, les océans, les sols fertiles, la flore et la faune — aux fins de constituer des réserves, de préserver l'habitat et de déterminer quelles sont les ressources naturelles et les résidus disponibles.

39. Il convient de tenir dûment compte du fait positif qu'en Europe et en Amérique latine, le principe de la libre navigation fluviale est posé par traités, que certains lacs sont utilisés en commun par plusieurs pays, que diverses zones présentant un attrait particulier en raison de leurs paysages sont placées sous une protection commune et qu'il existe des accords sur la protection des espèces menacées. Il convient également d'orienter les efforts vers des problèmes entièrement nouveaux, comme la pollution, même au prix de sacrifices inévitables. Il est impossible d'adopter des règles générales couvrant des ressources aussi diverses que les hydrocarbures et les bancs de poissons. Chacune de ces ressources exige probablement l'adoption de mécanismes propres comprenant des consultations et des mesures conjointes, tandis que le droit traditionnel d'agir à titre individuel pourra se perpétuer dans le cas d'autres ressources pour lesquelles l'action ne risque pas d'être nuisible ou qui ne sont pas susceptibles d'être épuisées dans un proche avenir.

40. La conception de la ville comme un établissement stable qui se compose d'une communauté vivant à l'intérieur de certaines frontières physiques permanentes, et dont les habitants ont des relations bien définies, a été remplacée par un système de mouvement constant et de surpeuplement. L'urbanisation n'a pas évolué de façon ordonnée et les grandes villes modernes sont à la fois une merveille et un fléau pour leurs habitants. Il est douteux que le rythme de vie propre à l'homme et ses aspirations les plus profondes lui permettent de continuer à faire face aux problèmes urbains. Une révolution très complexe est en cours. Les établissements humains auraient constitué le plus grand souci des temps modernes si toutes les autres préoccupations n'avaient pas cédé le pas aux questions touchant les armements et le commerce.

41. La Conférence-Exposition sur les établissements humains devrait faciliter l'échange d'idées et aider à trouver des solutions non seulement concernant des questions économiques et pratiques, mais aussi sur le plan des aspirations de l'homme à la qualité et à la beauté.

42. Vu la diversité de sa géographie et de son climat et son taux élevé d'accroissement démographique, la Colombie doit faire face à des questions relatives à l'écologie et aux établissements humains qui ont pour elle un caractère plus urgent que pour des pays géographiquement plus uniformes. La Colombie espère pouvoir échanger des données d'expérience et des idées avec de nombreux pays.

43. M. MILLS (Jamaïque), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1315, fait observer que le troisième alinéa du préambule réaffirme une conviction soulignée par un certain nombre de délégations. Il s'agit d'un projet de résolution de

procédure qui ne porte pas à controverse, et M. Mills espère qu'il recevra le plein appui de la Commission.

44. M. RYDBECK (Suède), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1316, note que le deuxième alinéa du préambule vise à rappeler les observations du Directeur exécutif concernant la situation du Fonds du PNUE et l'importance qu'il y a à ce que le Programme reçoive un appui universel au moyen de contributions.

45. Pour ce qui est de l'amendement du Costa Rica (A/C.2/L.1320), le Gouvernement suédois considère que la majeure part des contributions devra provenir des pays développés. Le Directeur exécutif a parlé de l'éventualité que l'objectif initial de 100 millions de dollars pour la période 1973-1977 soit dépassé, mais il a également rappelé aux délégations la nécessité de faire suivre dès que possible leurs promesses de versements en espèces et a mentionné la lenteur avec laquelle les contributions annoncées au Fonds ont été versées.

46. Les auteurs approuvent l'évaluation de la situation faite par le Directeur exécutif et pensent que des mesures doivent être prises. Le paragraphe composant le dispositif du projet de résolution vise à tenir compte de tous les éléments que le Directeur exécutif a mentionnés. Il est inutile d'insister sur l'importance capitale du Fonds en tant qu'instrument fondamental de la réalisation des importantes tâches prioritaires esquissées dans le Programme d'action de Stockholm, et les auteurs espèrent que le projet de résolution recevra un appui unanime.

47. M. PARIS (Costa Rica) annonce que, par esprit de coopération et compte tenu de la déclaration du représentant de la Suède, sa délégation retire son amendement (A/C.2/L.1320).

48. M. GALLARDO MORENO (Mexique) demande instamment à la délégation uruguayenne de bien vouloir retirer son amendement (A/C.2/L.1318) au projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 afin de faciliter l'adoption de ce dernier.

49. M. GIAMBRUNO (Uruguay) fait observer que sa délégation a présenté son amendement en vue de permettre l'adoption par consensus du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1. L'objectif est d'assurer que les principes avancés par les auteurs, comme ceux formulés par d'autres délégations voyant des objections aux premiers, soient énoncés. La délégation uruguayenne examinera l'appel de la délégation mexicaine.

50. Le PRÉSIDENT annonce que le Lesotho s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1305/Rev.1 et du projet A/C.2/L.1312, l'Inde et la Jordanie aux auteurs du projet A/C.2/L.1312, le Laos et Madagascar aux auteurs du projet A/C.2/L.1314, la Turquie aux auteurs du projet A/C.2/L.1315 et le Royaume-Uni à ceux du projet A/C.2/L.1316. Il se sent obligé de répondre à une insinuation faite à la clôture de la 1567ème séance, selon laquelle sa proposition d'examiner les projets de résolution relatifs au PNUE en séance de nuit le mardi aurait été dictée par des arrière-pensées. Le Président et le secrétariat ont toujours essayé de satisfaire les intérêts de toutes les délégations, et ils se laissent guider exclusivement par le règlement intérieur, l'organisation des travaux adoptée par la Commission

et ce que le Président considère comme allant dans le sens des intérêts de la Commission dans son ensemble. Les séances de nuit sont nécessaires du fait que la Commission est en retard sur son calendrier, et l'organisation de séances de ce genre doit se faire sur une base juste et généralement acceptable. Le Président a été vivement surpris de la suggestion selon laquelle sa proposition était tendancieuse puisque certaines des décisions les plus importantes des organes de

l'ONU, dont la Deuxième Commission, ont été prises lors de séances de nuit, et il ne pense pas que quiconque ait pu avoir l'idée qu'en fixant des séances de nuit le Président intéressé avait l'intention d'influencer le vote. Il demande aux délégations de maintenir l'attitude de respect pour la chose publique qui est de tradition à la Deuxième Commission.

La séance est levée à 12 h 10.

1569^e séance

Lundi 26 novembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1569

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite*) [A/9003, A/C.2/285]

FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES (suite*) [A/C.2/282, A/C.2/L.1288, A/C.2/L.1302]

1. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) déclare que l'attitude du Royaume-Uni à l'égard d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles a évolué. En effet, son gouvernement avait toujours été opposé à la prolifération des fonds spéciaux et estimait que le PNUD devait centraliser toutes les activités d'assistance au développement. Or, les pays en voie de développement n'ont cessé d'accorder une attention croissante à ce fonds de roulement et il apparaît, en fin de compte, qu'ils sont généralement favorables à la création de celui-ci.

2. Le Royaume-Uni reconnaît que les chiffres indicatifs de programmation ne sont pas toujours suffisants pour financer des projets d'exploration des ressources naturelles et que, jusqu'à maintenant, le Groupe de la Banque mondiale n'a pas fait preuve d'un intérêt très vif pour ce genre d'activités, qui n'entre pas vraiment dans le cadre de sa compétence. Par ailleurs, les sociétés commerciales hésitent à se lancer dans des entreprises comportant des risques financiers élevés. Pour ces raisons, la création d'un fonds de roulement pour l'exploration des ressources naturelles présente une utilité certaine.

3. A la suite des discussions ayant eu lieu sur ce point au Conseil économique et social et dans d'autres organes compétents, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1302 présentent un texte rationnel et pratiquement applicable. M. Mackenzie tient à féliciter les auteurs pour la façon dont ils ont mené les consultations. La délégation du Royaume-Uni a pu ainsi jouer un certain rôle dans la rédaction du projet, qu'elle approuve dans l'ensemble. Elle souhaiterait cependant présenter un amendement qui, s'il était accepté par les auteurs, lui permettrait d'appuyer le texte sans réserve.

* Reprise des débats de la 1553^e séance.

Il s'agit de rajouter au paragraphe 2, après les mots "Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement", le membre de phrase "en tenant dûment compte de l'avis des organes et institutions appropriés des Nations Unies". La délégation du Royaume-Uni veut en effet être certaine qu'il sera tenu compte de toutes les opinions compétentes dans l'élaboration des procédures de fonctionnement et des arrangements administratifs du Fonds et que les organismes et les institutions qui seront appelés à jouer un rôle dans son fonctionnement pourront le faire dès le début.

4. La délégation du Royaume-Uni est particulièrement satisfaite de voir qu'une place de premier plan a été donnée à la BIRD, car les investissements dans le domaine des ressources naturelles se rapprochent des investissements dans le domaine de l'équipement. En même temps, le projet de résolution laisse les mains libres à la Banque. Par ailleurs, la délégation du Royaume-Uni se félicite que le Conseil d'administration du PNUD doive approuver les procédures de fonctionnement du Fonds à sa dix-huitième session. S'agissant d'un domaine aussi controversé, l'Administrateur du PNUD devra s'entourer de toutes les précautions voulues.

5. La délégation du Royaume-Uni éprouvait des réserves au sujet du recours à la méthode des annonces de contributions pour alimenter le Fonds et elle était, en tout cas, opposée à l'idée de réunir une conférence d'annonces dès le début. Elle a donc été heureuse de constater qu'il n'était pas prévu de convoquer de conférences distinctes pour le Fonds de roulement.

6. Il reste encore bien des points délicats à régler et la délégation du Royaume-Uni continuera à participer aux activités de lancement du Fonds d'exploration dans tous les organismes appropriés. M. Mackenzie tient à préciser que cette attitude n'engage nullement le Gouvernement du Royaume-Uni à verser des contributions au nouvel organisme. Son attitude définitive ne pourra être fixée que lorsque tous les détails du fonctionnement de celui-ci auront été précisés.

7. M. BONNICK (Jamaïque) déclare que sa délégation est extrêmement favorable à la notion de Fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles. Un fonds de ce